A quelques semaines de la rentrée sociale

Les fonctionnaires communaux en grève à partir du 22 août

Page 3

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année -N° 3949 - Mercredi 17 août 2016 – Prix : 10 DA

JO 2016

Makhloufi, l'argent en attendant l'or

Page 23

Tunis dément la fermeture des frontières par l'Algérie et parle de négociations

Les protestataires contre la taxe de 30 DT ne décolèrent pas

Page 3

Et s'il s'agissait de crises insurmontables ?

Par Mohamed Habili

Des quatre pays arabes aujourd'hui en guerre, la Syrie, l'Irak, la Libye et le Yémen, c'est la Syrie qui pour l'heure semble le moins à même d'en sortir un jour tout en conservant son unité politique, à la limite quel que soit le régime qui puisse la lui assurer, qu'il soit le même que celui d'aujourd'hui ou un autre. Il est plus facile de concevoir le retour à la paix et à la stabilité pour les trois autres pays en crise, mais c'est peut-être seulement parce que nous sommes particulièrement impressionnés par l'état indescriptible de division dans lequel se trouve aujourd'hui la Syrie. Un pays qui en arrive à ce point de morcellement, on a de la peine en effet à imaginer qu'il puisse malgré tout se reconstituer à nouveau, et du même coup retrouver sa place dans le concert des nations. Dans une même ville, des quartiers sont sous le contrôle de l'armée loyaliste, et d'autres sous celui de l'opposition, celle-ci étant elle-même divisée en plusieurs groupes combattant sous différents drapeaux, bien qu'ils appartiennent à peu près tous au courant islamiste. A Alep, où se déroule une bataille dont tout le monde convient qu'elle est décisive, non pas d'ailleurs au sens qu'elle serait la dernière, ce n'est pas seulement la ville qui est découpée en morceaux, mais les quartiers eux-mêmes. Une même force peut être assiégeante dans une partie de la ville, et se trouver en même temps assiégée dans une autre.

Suite en page 3

La culture de cannabis s'installe...

Le kif, un plant qui pousse et qui kif

Ph/D. R.

Le trafic de drogue n'est plus une question de transit par les frontières algériennes, désormais il pousse sur nos terres. Certes pas à des niveaux comparables à des pays pionniers tels le Maroc, le Mexique et l'Afghanistan mais le phénomène commence peu à peu à prendre de l'ampleur. Page 2

La capitale, énorme chantier à ciel ouvert

Ces travaux qui n'en finissent pas !

Page 2

Festival national du melhoun à Mostaganem

Une édition dédiée à Sidi Lakhdar Benkhlouf

Page 13

La capitale, énorme chantier à ciel ouvert

Ces travaux qui n'en finissent pas !

LA CAPITALE s'est transformée depuis quelques années en un vaste chantier à ciel ouvert. Personne ne remet en cause la volonté des pouvoirs publics de faire de la capitale une ville moderne et accueillante, mais le moins que l'on puisse remarquer, c'est que rien ne va dans ce sens, avec les grands travaux dont on ne voit pas la fin et les travaux de bâclage qui multiplient incompétence et amateurisme. Les innombrables chantiers sont devenus au fil des années une partie intégrante du quotidien des Algérois avec leur lot de désagréments. Ces derniers fleurissent un peu partout dans la capitale. De multiples travaux y sont menés en permanence. Cela va des revêtements de trottoirs, aménagement des façades d'immeubles, en passant par l'installation de diverses canalisations jusqu'à la réhabilitation d'espaces verts. Le quotidien des Algérois est devenu synonyme de désagrément. Aux bouchons imperméables de la circulation, qui mettent leur quotidien à rude épreuve, viennent s'ajouter les différents chantiers qui traînent en longueur. En dehors des quelques opérations d'embellissement des espaces publics qui ont permis, il faut le reconnaître, de remettre un peu d'ordre dans la ville, d'autres travaux se sont soldés par des échecs patents faute de réflexion préalable et de suivi. Si quelques trottoirs et axes routiers ont été rénovés, il s'agit pour la plupart de projets de longue date, rien n'a vraiment changé. En plus des ordures ménagères qui encombrent les rues, les trottoirs restent impraticables pour les piétons surtout en période d'hiver, les chantiers semblent abandonnés et les espaces verts sont envahis par des fous et des SDF. Il faut signaler aussi que les travaux de raccordement à l'électricité ou au gaz, ont tendance à être réalisés après le revêtement des chaussées, ce qui représente un double travail. D'ailleurs, les chaussées restent souvent après la fin des travaux en l'état et ne sont recouverts que des mois plus tard. Les automobilistes quant à eux, sont bloqués dans la capitale, obstruée par des chantiers interminables. La couleur la plus visible à Alger est le jaune et noir des panneaux de chantier routier et des trottoirs. Eté ou hiver, les voies sont recouvertes d'obstacles. Une réalité qui perdure, où les citoyens se plaignent souvent de ces désagréments. A Oued El Karma, les travaux s'éternisent. Le danger des accidents de la circulation est multiplié avec les travaux de l'installation de diverses canalisations qui n'en finissent pas. Le constat est valable pour tous les tronçons routiers dont la cadence des travaux de revêtement est au ralenti. Certes c'est pour la bonne cause et tout le monde a applaudi cette opération, mais les habitants de la capitale déchante et dénoncent la lenteur exaspérante des chantiers dont la durée s'allonge encore et encore. Il est certes nécessaire de restructurer les quartiers de la capitale, de revoir ses plans routiers, etc. mais la capitale, au lieu d'avoir un nouveau visage, n'est en fin de compte qu'un grand chantier. La question qui revient le plus souvent concerne la gestion et le suivi de ces sites et le rôle essentiel de la direction des travaux publics.

Louiza Ait Ramdane

La culture de cannabis s'installe...

Le kif, un plant qui pousse et qui kif

■ Le trafic de drogue n'est plus une question de transit par les frontières algériennes, désormais il pousse sur nos terres. Certes pas à des niveaux comparables à des pays pionniers tels le Maroc, le Mexique et l'Afghanistan mais le phénomène commence peu à peu à prendre de l'ampleur.

Ph/DR

Par Meriem Benchaouia

Selon les spécialistes, l'Algérie se transforme peu à peu en une terre de culture de résine de cannabis et d'opium, un marché en pleine extension qui s'explique par la forte demande de ces dernières années. C'est aussi la conséquence de la fermeture des frontières. Les trafiquants ayant de plus en plus de mal à acheminer leurs marchandises tentent de se tourner vers la culture de cette dernière. Mais celle-ci n'est pas conséquente. Il est vrai que cette pratique a toujours existé, toutefois elle se limitait généralement à la consommation personnelle, dans des pots de fleurs, des décharges publiques ou aux abords des voies ferrées, mais elle commence à se faire remarquer ces dernières années. La preuve est donnée par des découvertes opérées de temps à autre par les services de la Gendarmerie nationale. Les choses ainsi présentées n'augurent rien de bon pour l'avenir. On peut dire que l'Algérie est mal partie : quand une telle culture s'installe, il devient alors difficile de l'extirper. Par ailleurs, le dernier bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie fait état d'une saisie de plus de 69 tonnes de résine de cannabis durant le premier semestre, dont plus de 77 % dans l'ouest du pays. Ce bilan établi sur la base des statistiques fournies par les services de lutte contre les stupéfiants de la gendarmerie, de la police et des Douanes, note que la quantité de résine de cannabis saisie durant les six premiers mois de l'année en cours a enregistré une augmentation de 4,86% par rapport à la même période de 2015. S'agissant des drogues dures, la quantité d'héroïne saisie est passée de 2 527,4 grammes à 1 329,443 grammes, soit une baisse de 47,40% comparativement à la même période de l'année précédente. En revanche, le bilan relève une «*très forte augmentation*» des saisies des comprimés de type psychotropes, passant de 277 360 à 659 133 comprimés durant la même période de référence, soit une hausse de 137,64%, dont 50,84% ont été saisis à l'ouest du pays. Selon la même source, les investigations menées dans ce cadre par les services concernés ont abouti à l'interpellation de 19 682 individus pour des affaires liées à la drogue, en hausse de 53,19% par rapport à la même période de 2015. D'autre part, le bilan fait ressortir que durant les six premiers mois de l'année en cours, 15 325 affaires ont été traitées contre 9 544 affaires pour la même période de 2015, soit une hausse de 60,57%. Par ailleurs, plus de 5 000 toxicomanes ont bénéficié d'une prise en charge médicale et thérapeutique durant le premier trimestre de l'année 2016, dont 39,57 % sont âgés entre 16 et 25 ans. Concernant les tranches d'âge des toxicomanes traités durant cette période, le bilan fait état de 1 965 personnes âgées entre 26 et 35 ans, 994 ont plus de 35 ans et 274 ont moins de 15 ans. Ce bilan précise, en outre, que 3 895 de ces toxicomanes sont célibataires et 1 282 autres sont mariés, alors que 416 sont des femmes. Il relève également que 56,28 % du nombre total de ces toxicomanes sont sans emploi et 10,30% sont des étudiants.

M. B.

Tourisme local un potentiel toujours mal exploité

A quand la réhabilitation des stations thermales ?

Au moment où le secteur du tourisme commence à souffler un peu, notamment avec l'attraction touristique locale qui est tendance ces derniers temps, ajouté à l'affluence de touristes étrangers, de plus en plus nombreux, il se trouve que les infrastructures adéquates pour satisfaire ce créneau restent largement insuffisantes par rapport à la demande qui, elle, augmente chaque année. Bien que des améliorations non négligeables aient été enregistrées dans tout le pays ces dernières années en termes d'infrastructures touristiques, néanmoins, pour ce qui est de la relance du tourisme local, les choses sont toujours à la traîne. Le constat est fortement visible du côté du tourisme thermal. Un secteur pour qui les Algériens apportent beaucoup d'intérêt, toutefois, ce dernier relève toujours d'un potentiel mal exploité. Pourtant les stations thermales ou hammams naturels pour certains, à l'exemple de Hammam Melouane (Blida), Salihine (Biskra) et Guergour (Sétif) etc., ce ne sont pas ces endroits dont le pays manque. Pour preuve jusqu'à l'année 2012 plus de 80 stations thermales ont été exploitées à travers le pays, cependant ce nombre ne suffit plus à absorber une demande en nette hausse.

Pour y remédier, la tutelle en plus des innombrables projets ayant été lancés et dont la plupart tardent à venir, la réhabilitation de ces lieux, dits curatifs de par leurs vertus, s'avère donc une solution impérative à ce problème. Une alternative dont les autorités publiques sont également conscientes mais les choses ne s'accélèrent pas. A ce propos, il est à rappeler qu'un montant de 11,5 milliards de DA a été dégagé pour réaliser des études sur la réhabilitation de 50 sources thermales pour le quinquennat 2015-2019 parmi les 259 sources recensées en 2014, avait indiqué un responsable du département des stations et des activités thermales au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, de l'époque. Pour le moment la concrétisation de ces dernières est toujours en cours.

C'est dans ce sens que l'actuel ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelwahab Nouri, a instruit lundi dernier les responsables de la station thermale de Hammam Bouhadjar (22 km d'Ain Temouchent) d'entamer immédiatement les travaux d'aménagement de cette infrastructure. Se rendant en visite de travail dans la wilaya, le ministre s'est dit profondément déçu de la situation où se trouve cette station thermale. Un fait désolant qui n'épargne pas d'autres lieux de thérapie et de détente du pays. Des lieux riches en eau chaude naturelle, à l'image de Hammam el Bibane qui, jusqu'alors, au lieu d'être bénéfiques pour les nombreux citoyens souffrant de maladies liées notamment à l'âge, à défaut d'une rénovation et modernisation ont constitué à ce jour de véritables trésors de la nature gâchés.

Yacine Djadel

– Tunis dément la fermeture des frontières par l'Algérie et parle de négociations –

Les protestataires contre la taxe de 30 DT ne décolèrent pas

■ L'affaire de rejet de la taxe de 30 DT par les citoyens algériens se complique davantage avec les actions de protestation, alors que Tunis dément la fermeture des frontières par la partie algérienne et parle de négociations permanentes avec les autorités algériennes pour faciliter l'entrée des touristes algériens sur le sol tunisien.

Par Nacera Chennafi

Ph /DR

Des citoyens ont tenu hier un sit-in devant le consulat de la République tunisienne au niveau de la wilaya de Tébessa. Les protestataires ont appelé à l'annulation de la taxe de 30 dinars tunisiens imposée à la sortie par voiture du territoire tunisien aux touristes algériens.

Selon des rapports de medias, ils étaient des dizaines à observer un sit-in de protestation devant le consulat de Tunisie dans la wilaya de Tébessa contre le maintien de la taxe sur les véhicules.

Il est à savoir que ce n'est pas la première fois que des manifestants algériens protestent contre cette mesure tunisienne depuis son entrée en vigueur. Les citoyens des régions frontalières sont toujours en colère. Ils avaient déjà tenu des actions de protestation au niveau des points de passage frontaliers de Bitita, à Tébessa, et Oum Teboul, à El-Tarf. Les contestataires ont interpellé les autorités algériennes en vue de trouver une solution ou agir avec réciprocité en imposant une taxe aux touristes tunisiens.

Les touristes algériens se retrouvent obliger de s'acquitter de 30 DT, soit 2 200 DA ou environ 11 euros. Ainsi ceux qui ont choisi de se rendre en Tunisie pour les vacances d'été sont tenus de débourser plus d'argent.

Dans ce contexte, des rapports de medias ont rapporté que les autorités algériennes ont protesté à travers la fermeture du point de passage frontalier au niveau de Sakiet Sidi Youssef à la circulation des véhicules en protestation contre l'imposition d'une taxe d'entrée aux Algériens motorisés. Cependant, le ministère tunisien des Affaires étrangères vient de nier toute fermeture par les autorités algériennes du point de passage frontalier au niveau de Sakiet Sidi Youssef (gouvernorat du Kef).

Selon l'agence officielle tunisienne TAP, le directeur de l'information au ministère des Affaires étrangères Naoufel Labidi a indiqué que la circulation des véhicules a été bloquée pour une courte durée dimanche dernier suite à un mouvement de protestation mené par des citoyens algériens pour protester contre l'application d'une taxe d'entrée en Tunisie de 30 dinars.

Il a ajouté que les autorités tunisiennes et algériennes mènent des négociations permanentes pour faciliter l'entrée des touristes algériens sur le sol tunisien.

De son côté, l'ambassadeur d'Algérie à Tunis, Abdelkader Hadjar a indiqué avoir demandé une audience au président tunisien, Béji Caïd Essebsi mais aucune mesure officielle n'a été encore annoncée.

Il faut dire que le tourisme qui est l'oxygène de l'économie tunisienne a été frappé par les différents attentats terroristes qui ont secoué le pays. Mais malgré ce contexte d'insécurité, des Algériens sont restés fidèles aux vacances dans ce pays voisin durant la saison estivale.

Pour rappel, en 2015, selon des chiffres de l'office algérien du tourisme, près de 1,5 million d'Algériens ont séjourné en Tunisie l'année dernière et du 1er janvier au 10 juin 2016, le nombre d'entrées de touristes algériens en Tunisie est de 451 000 (+2,8%). Dans la seule région de Sousse, quelque 20 000 touristes algériens ont séjourné entre début janvier et le 10 juillet 2016, avait indiqué le commissaire régional du tourisme dans le gouvernorat de Sousse, Foued El-Oued. Ainsi, les touristes algériens contribuent à sauver en partie leur tourisme en Tunisie mais n'arrivent pas à admettre la taxe de 30 DT. Il est à rappeler que cette taxe a été adoptée par le Parlement tunisien dans le cadre de la loi de finances complémentaire (LFC) 2014 qui concerne les véhicules, sachant que celle imposée aux personnes était supprimée depuis plus d'un an pour les Algeriens.

Depuis la crise notamment financière qui secoue la Tunisie, des offres spéciales ont été présentées aux touristes algériens notamment la réduction de tarifs d'hôtels et autres services.

N. C.

A quelques semaines de la rentrée sociale

Les fonctionnaires communaux en grève à partir du 22 août

A quelques semaines de la rentrée sociale où les APC connaissent un rush important pour la délivrance des documents destinés à la constitution de divers dossiers administratifs, les fonctionnaires des APC, répondant à l'appel du Syndicat national des personnels de l'administration publique (Snapap), entameront à partir du 22 août en cours une grève cyclique de trois jours consécutifs. La Fédération nationale autonome des travailleurs du secteur des APC, relevant de la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie, affiliée au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), a lancé en effet le mot d'ordre auprès des fonctionnaires des mairies sur l'ensemble du territoire national afin d'entamer une grève cyclique de trois jours consécutifs. Laquelle grève, sur «*décision unanime des membres du conseil national*» devra durer trois jours les 22, 23 et 24 août en cours, précise le communiqué du Snapap, avant de rajouter que le débrayage en question sera suivi par «*des rassemblements devant les sièges des wilayas et des daïras et ce à compter du 24 août 2016*». Sur la plateforme des revendications inscrites, qui sont au nombre de dix, l'on retiendra essentiellement l'appel au «*respect des libertés syndicales et le droit de grève*». L'autre «exigence» du Snapap concerne «la réintégration de tous les syndicalistes licenciés et suspendus arbitrairement». De plus, outre l'appel à «*l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs communaux en harmonie avec le coût de la vie*», il est également demandé l'«*ouverture des négociations sur le projet du statut et le régime indemnitaire des travailleurs communaux*», ainsi que «*la révision du statut particulier des corps communs des ouvriers professionnels, des conducteurs et des gardiens*». «*Le maintien du régime de la retraite sans conditions*» est aussi une des revendications formulées par le syndicat sur sa plateforme. De ce fait, après une réunion tenue samedi dernier à la Maison des syndicats, le conseil national du secteur des communes, à l'issue de l'étude du bilan de la grève illimitée enclenchée des 25, 26 et 27 avril dernier, dénonce entre autres «*la fermeture du dialogue*» ainsi que «*le silence et la complicité des pouvoirs publics face aux atteintes aux libertés syndicales*» dont font l'objet «*quotidiennement*» les fonctionnaires communaux.

De plus, le Snapap réaffirme son rejet du futur code du travail, rappelant dans ce sillage la nécessité d' une abrogation effective de l'article 87 bis, ou encore l'intégration en priorité de tous les contractuels et vacataires en poste.

Ainsi, depuis le lancement de l'appel à la grève, dont le préavis a été déposé auprès du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, et celui du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le syndicat affirme que «*sur environ 27 wilayas contactées 30 à 40 APC ont répondu favorablement à l'appel*».

Lynda Naili

LA QUESTION DU JOUR

Et s'il s'agissait de crises insurmontables ?

suite de la page Une

La perspective de ceux qui se battent s'est réduite, ici à un bout de quartier, là à un bâtiment, ailleurs à sniper, qu'il faut à tout prix mettre hors d'état de nuire. Quand quelque part la guerre a éclaté en plusieurs combats impliquant des groupes réduits, il n'y a plus de ligne de front, et alors tout mouvement vers l'avant ou vers l'arrière devient problématique, une sorte de marche à l'aveugle. Dans pareil contexte les bombardements eux non plus n'ont plus beaucoup de sens ou d'efficacité. A Alep, l'heure du corps à corps à la baïonnette ou au poignard est peut-être tout près de sonner. Les termes d'offensive et de contre-offensive n'ont plus leur sens ordinaire, car cela se passe d'une rue à l'autre, et bientôt d'un trottoir à l'autre. A Stalingrad, il est arrivé un moment où l'on se battait d'un étage de bâtiment à un autre. Mais alors, il y avait une armée qui assiégeait et une autre qui était assiégée. Ce n'est pas le cas dans Alep, où assiégeants et assiégés se sont pour ainsi dire entremêlés. Il n'y a plus que les avions dont on sait à coup sûr qu'ils n'appartiennent pas à la rébellion, mais qui frappent en se repérant sur des lignes qui n'arrêtent pas elles de changer. La Syrie est en lambeaux, soit, mais les autres pays arabes en guerre sont-ils pour autant mieux lotis ? L'Irak, par exemple, où tout au moins ne se déroule pas une guerre mondiale par procuration, comme en Syrie, redeviendra-t-il une fois que son armée aura vaincu Daech ce qu'il fut? On peut en douter, sachant que le Kurdistan non seulement s'est autonomisé mais s'apprête à entrer dans la bataille pour la libération de Mossoul comme dans une guerre de conquête, au terme de laquelle il entend conserver au moins une partie des territoires qui auront été libérés par ses propres forces. On peut légitimement aussi s'interroger sur l'avenir unitaire de la Libye, où depuis le début Daech était un greffon sur un corps réfractaire, mais où la division politique et territoriale entre l'est et l'ouest pourrait bien se révéler quant à elle insurmontable, définitive. Le Yémen est dans une situation similaire, aggravée par le fait que s'y déroule en partie une guerre par procuration régionale.

M. H.

Colloque international sur le roi berbère

«Jugurtha affronte Rome», samedi prochain à Annaba

■ Un colloque international sur le roi berbère Jugurtha et ses relations avec Rome sera ouvert samedi prochain à Annaba sous l'intitulé «Jugurtha affronte Rome», a annoncé lundi le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA).

Par Ahmed S.

Vingt-six conférences sont programmées et seront animées par des universitaires algériens et étrangers conviés à ce colloque qui sera tenu du 20 au 22 août courant au théâtre régional Azzedine-Medjoubi, a précisé Si El Hachemi Assad au cours d'une conférence de presse tenue au siège de la wilaya d'Annaba.

Des spécialistes venant des universités d'Espagne, d'Italie, des Etats-Unis d'Amérique, d'Allemagne, de France et de Tunisie devront évoquer et débattre lors du colloque des aspects de la relation qu'entretenait Jugurtha avec Rome.

Des universitaires d'Alger, d'Annaba, de Guelma, de Constantine, de Sétif, de M'sila et de Tiaret participeront également à ce colloque, a ajouté le SG du HCA. Le colloque «Jugurtha affronte Rome» abordera six axes, entre autres, l'ouvrage «*La Guerre de Jugurtha*» de l'historien Salluste, «*Jugurtha comme référence dans la résistance et la préservation de l'identité*» et «*Jugurtha dans la littérature mondiale*». Les travaux du colloque seront consacrés également à l'économie et la guerre pendant le règne de Jugurtha.

Le SG du HCA a souligné que le programme de ce colloque international qui a nécessité huit mois de préparation sera l'occasion de présenter, pour la première fois, des publications traduites en tamazight avec la participation de sept maisons d'édition. Evoquant la feuille de route de la promotion de tamazight, M. Si El Hachemi Assad a rappelé le récent atelier de traduction vers tamazight des trois documents fondamentaux de l'Etat algérien (la Constitution de 2016, la Déclaration du 1er Novembre 1954 et la Plate-forme du Congrès de la Soummam du 20 août 1956). Valorisant la coopération entre le HCA et l'agence Algérie presse service (APS) dans le volet de l'enregistrement des traductions des documents fondamentaux de l'Etat, le SG du HCA a appelé à appuyer les efforts de l'Etat dans la promotion de tamazight avec la création de publications et autres supports médiatiques. Une session de formation en collaboration avec le secteur de la justice est programmée pour septembre prochain. Il est prévu également l'ouverture de deux classes de l'enseignement de la langue amazighe à Annaba à partir de la rentrée scolaire 2016-2017, a-t-il annoncé, soulignant que l'enseignement de la langue amazighe sera étendu à 32 wilayas.

A. S.

Ph/E. Soraya/J.A.

Convention HCA-Université Badji-Mokhtar

La langue amazighe introduite à la rentrée prochaine

UNE CONVENTION de coopération pédagogique et scientifique a été signée avant-hier à Annaba entre le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA) et l'université Badji-Mokhtar, en marge d'une conférence de presse devant annoncer la tenue du colloque international «Jugurtha affronte Rome», prévu à Annaba du 20 au 22 août courant.

La convention porte sur l'introduction progressive de la langue amazighe à partir de l'année universitaire 2016-217 au centre de l'enseignement intensif des langues, dans le programme de l'université d'Annaba.

Ainsi, le HCA prendra en charge les volets pédagogique et technique de l'enseignement de la langue amazighe. Par ailleurs,une commission sera installée et permettra d'élaborer les meilleurs mécanismes et méthodes pour l'enseignement de la langue amazighe

Pour rappel,cette convention entre le HCA et l'université Badji-Mokhtar vient après celles signées avec les universités de Tizi Ouzou, Béjaïa, Bouira, Oran et Tlemcen visant la promotion de la langue amazighe.

Conférence nationale sur la mémoire à Ouzellaguene/ Béjaïa

«Une halte symbolique et de reconnaissance en faveur de la population de la région»

Le wali de Béjaïa a donné le coup d'envoi de la conférence nationale sur la mémoire portant sur la plate-forme du Congrès de la Soummam, ses enjeux. Initié par l'association nationale Mechaâl Echahid avec le concours du journal «*El-Moudjahid*» afin d'honorer les habitants de la région et une reconnaissance à ce qu'avaient fait ces derniers comme sacrifices pour la réussite et la tenue, discrètement et sans faille, du Congrès, dira Mohamed Abbad président de l'association Mechaâl Echahid. «*Cette conférence est un hommage symbolique et une reconnaissance en faveur des habitants d'ifri et surtout des moudjahidine et martyrs de la région qui avaient sacrifié leurs vies pour le pays et pour la tenue dans le secret absolu et la réussite de ce Congrès*», poursuit-il. Un congrès que la France coloniale avait fait payer cher aux populations des 14 villages de la localité pour avoir abrité la rencontre par des bombardements pendant des semaines au point de les rayer de la carte en les rasant totalement. Des arrestations et exécutions d'hommes, de femmes etc... s'en étaient suivies. Plusieurs oudjahidine, moudjahidates, veuves de chahid de la région et d'ailleurs, des témoins et acteurs du Congrès de la Soummam ont été invités à l'occasion. On peut citer parmi eux Si Abdelhafidh Amokrane, Sadki Méziane, Rachid Adjaoud, etc... Ces derniers ont donné des témoignages poignants sur la tenue du Congrès de la Soummam, notamment les rôles de chacun. Ainsi, le moudjahid et l'un des acteurs et témoin-clé du Congrès de la Soummam Rachid Adajoud qui était au sein même du secrétariat du Congrès a livré son témoignage et dira qu'il ne faut pas attendre que la France nous remette ses archives et même si elle le fera un jour il ne faut pas se fier à ces derniers mais, aux témoins et acteurs du Congrès en vie ou décédés car, la France coloniale ne nous donnera jamais, dit-il encore, ses archives faisant remarquer par la suite que la tenue du Congrès qui a duré 12 jours avec des rencontres dans six petits villages (Tizi, Tiouririne, Ighvane, etc.) n'a été découvert que deux mois plus tard, soit en septembre. Il dira aussi qu'«il ne faut pas prendre pour argent comptant certains écrits d'historiens français sur la guerre de Libération nationale et le Congrès de la Soummam faisant observer aussi qu'il avait consulté des archives françaises sur le colonel Amirouche mais, il y a beaucoup à dire et à y redire, faisait-il remarquer, lui qui a côtoyé ce dernier. Pour sa part, le moudjahid Sadki Méziane qui était affecté à la surveillance et la sécurité et qui était en relation avec le colonel Amirouche que Dieu ait son âme, dira sur radio Soummam: «*le Congrès de la Soummam était imposé par la grandeur de la révolution, il fallait la restructurer et il fallait un second souffle et un renouveau pour mieux s'organiser organiquement et matériellement* (moyens en général) *pour poursuivre la lutte armée pour atteindre le but escompté qui est la libération du pays*». «*La révolution avait, alors, pris une dimension large etc. et il était nécessaire de faire une halte et relancer le combat sur des bases nouvelles*», ajoute-t-il, faisant l'éloge des populations de la région qui avaient tout fait pour réussir le Congrès avec leur soutien logistique et moral. «*Le colonel Abderrahamane Mira était chargé de commettre des embuscades et faire diversion pour éloigner le plus possible l'armée française des lieux du Congrès*», ajoute-t-il. «*Le message du 20 Août 1956 doit être transmis aux nouvelles générations. C'est dire combien étaient intelligents les artisans de ce Congrès et de la révolution armée en général*». A noter que le wali venait d'inaugurer dans la matinée la maison de jeunes du village Feldhen dans la commune de Chellata qui a coûté 700 millions de centimes et a ordonné la poursuite des travaux d'étanchéité et le réseau d'assainissement qui manquaient, puis il a désigné un périmètre pour la réalisation du réseau de fibre optique de 100MG au village. Il a ordonné par la suite au directeur d'Algérie Télécom de poursuivre le raccordement, à la fibre optique, des trois villages programmés en 2013 dont Ighil-Oumssedh, M'liha, etc. A Amalou, le chef de l'exécutif a désigné aussi un périmètre pour la réalisation de l'éclairage public en faveur de trois villages Tadart Tamokrent, Timsrinrine et Ath Djamhour sur 13km et l'alimentation en électricité pour 70 foyers pour ce dernier village. Il a été interpellé par des citoyens de ce hameau sur le refus de la direction des transports d'accorder une autorisation pour le bus de transport offert par «La Laiterie Soummam» au village depuis trois ans. Dans la commune de Béni Maâouche, la délégation de wilaya a procédé à l'inauguration de la mosquée de Trouna. Par ailleurs, le premier responsable de la wilaya, les autorités locales assisteront aujourd'hui en fin de journée à l'arrivée de la parade à laquelle participeront des scouts et différentes délégations sportives et culturelles à la maison de la culture où est organisée une série d'activités à l'occasion du 20 Août. Sur place le chef de l'exécutif devrait donner le coup d'envoi officiel à 19h du 1er festival national de la chanson amazighe révolutionnaire, initiée par le comité des fêtes de la ville de Béjaïa. A noter aussi que la journée du 20 août, plusieurs personnalités historiques sont attendues à Béjaïa en plus du ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni qui inaugurera les stèles des six colonels ayant tenu le Congrès de la Soummam (Abane Ramdane, Amirouche Aït Hamouda, Larbi Ben M'hidi, Lakhdar Ben Toubal, Amar Ouamrane et Youcef Zighoud) et d'une muraille glorifiant le Congrès de la Soummam. Il est prévu également la confection d'un timbre postal pour commémorer l'événement. «*Une demande du wali qui a tenu à l'occasion à rendre hommage à Madame la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication qui a répondu favorablement à sa demande puisque la confection de ce timbre est terminée en attendant son impression prévue pour jeudi prochain*», soulignait la cellule de communication de la wilaya.

Hocine Cherfa

–Sur fond de spéculations sur un éventuel accord de gel de la production–

Les cours du pétrole poursuivent leur hausse

■ Les prix du pétrole gagnaient du terrain avant-hier en fin d'échanges européens, poursuivant sur leur lancée de la semaine dernière, après des spéculations quant à un prochain accord sur un gel de la production.

Ph.>D. R.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 48,15 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,18 dollar par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en septembre prenait 1,14 dollar, à 45,63 dollars.

D'après des analystes chez PVM, la hausse durant la seconde moitié de la semaine dernière se poursuivait et la progression est fondée sur des mots plutôt que sur une action.

Les cours ont été soutenus la semaine dernière par la perspective d'un accord entre les grands producteurs pour limiter la production afin de soutenir les prix, après l'annonce de la tenue d'une réunion informelle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) fin septembre à Alger. «*L'annonce d'une réunion informelle de l'Opep la semaine dernière a été suivie par des informations selon lesquelles la Russie menait des discussions avec l'Arabie saoudite et d'autres producteurs sur la manière de stabiliser le marché pétrolier*», indiquait PVM.

Mais, des experts semblaient dubitatifs quant aux chances de succès de ce rendez-vous, après notamment l'échec au printemps dernier d'un sommet de ce type entre la Russie et la plupart des membres de l'Opep. Idem pour les experts de Commerzbank qui semblaient eux aussi peu convaincus de la possibilité d'un accord: «*La Russie a signalé son intention d'en discuter aussi, si nécessaire, mais on risque d'en rester à de simples paroles, comme souvent dans le passé*».

Evoquant la Russie, ils estimaient en revanche que la récente nouvelle escalade verbale entre Moscou et Kiev pourrait avoir davantage d'impact sur les cours dans les semaines à venir, un conflit ouvert en Crimée risquant d'avoir de lourdes conséquences sur le transit du pétrole à travers l'Ukraine. Les cours semblaient donc ignorer provisoirement les inquiétudes autour de la surabondance d'offre sur le marché qui plombe les prix depuis plus de deux ans.

Néanmoins, en Asie, les cours pétroliers étaient hier orientés à la baisse et les investisseurs continuant de s'interroger sur les chances d'un accord entre producteurs pour réduire l'excès d'offre.

Ainsi, le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en septembre reculait hier de 26 cents à 45,48 dollars, dans les échanges électroniques en Asie. Quant au baril de Brent, référence européenne du brut, pour livraison en octobre, cédait 30 cents à 48,05 dollars.

Brexit

Les loyers baissent à Londres pour la première fois depuis 2010

Les loyers payés pour les nouveaux contrats de location ont baissé à Londres en juillet sur un an, pour la première fois depuis novembre 2010, d'après une étude réalisée après la décision britannique de quitter l'UE.

Dans une étude mensuelle publiée lundi, le groupe Countrywide a mis en exergue un effritement de 0,5% du montant des loyers de ces nouveaux contrats dans la capitale en juillet, par rapport à ceux de juillet 2015.

Johnny Morris, directeur des recherches chez Countrywide, a expliqué que de nombreux logements supplémentaires avaient été mis sur le marché de la location ces derniers mois, ce qui a tiré les prix des loyers vers le bas. Il a évoqué une agitation particulière dans le secteur au tournant du printemps, lorsque de nombreux acheteurs se sont empressés de boucler leur transaction avant l'augmentation d'une taxe au mois d'avril, avant de mettre ensuite leur nouveau bien en location. «*En outre, l'incertitude sur le marché des ventes avant et après le référendum sur l'UE a poussé des vendeurs à se tourner vers le marché de la location*», a-t-il expliqué. Au plan national, les loyers des nouveaux contrats ont toutefois progressé de 1,5% d'une année sur l'autre.

La décision des Britanniques de quitter l'Union européenne a entraîné une vague d'inquiétude autour du marché immobilier au Royaume-Uni, particulièrement à Londres où il était en plein boom ces dernières années. Au moment du référendum, les prix de la pierre dans la capitale dépassaient de 54% le pic atteint avant la crise financière internationale de 2008-2009. D'après une étude, les prix à la vente dans l'immobilier résidentiel londonien ont à peine progressé en août, de 2,1% d'une année sur l'autre.

L'étude explique que le montant des transactions avait souffert d'un rythme d'affaires moins échevelé pendant l'été, ainsi que des incertitudes entourant le Brexit. «*Le temps nécessaire à une vente à Londres s'est allongé de cinq jours entre mai et juillet*», a noté l'étude.

Le prix moyen d'un logement vendu à Londres dépassait encore 619 400 livres en août (716 500 euros), a toutefois noté le rapport. Les prix ont été dopés ces dernières années par la propension des classes supérieures britanniques à placer l'argent dans la pierre ainsi que par un afflux d'investisseurs venus du Golfe ou encore de Russie.

Zone euro

Excédent commercial de 29,2 milliards d'euros en juin

La zone euro a enregistré en juin un excédent commercial de 29,2 milliards d'euros, en hausse par rapport au même mois de l'année précédente, a annoncé hier l'Office européen des statistiques Eurostat.

Les exportations de biens de la zone euro vers le reste du monde se sont établies à 178,8 milliards d'euros, en baisse de 2% par rapport à juin 2015.

Les importations ont quant à elle reculé de 5% à 149,5 milliards d'euros. Sur les six premiers mois de l'année, les exportations atteignent 1 005,5 milliards d'euros, en baisse de 1% par rapport au premier semestre 2015. Les importations s'élèvent à 871,0 milliards d'euros, en recul de 3%.

L'excédent commercial de la zone euro sur cette période s'établit donc à 134,5 milliards d'euros contre 111,4 milliards sur la période janvier-juin 2015.

L'excédent commercial en juin 2016 dans l'ensemble de l'Union européenne est de 7,7 milliards d'euros, en baisse par rapport à juin 2015, où il atteignait 9,3 milliards d'euros.

Les exportations se sont établies à 151,4 milliards d'euros dans les 28 Etats membres, en baisse de 5% par rapport à juin 2015 (159,8 milliards), tandis que les importations se sont chiffrées à 143,8 milliards, soit une baisse de 4% par rapport au même mois l'an passé avec 150,5 milliards.

Cours de change

L'euro monte face au dollar

L'EURO ÉVOLUAIT en hausse lundi face au dollar qui était affaibli par un nouvel indicateur américain décevant, alors que la livre britannique a touché un plus bas en trois ans face à la devise européenne.

L'euro valait 1,1198 dollar contre 1,1165 dollar vendredi soir. La monnaie européenne était en légère hausse face à la devise japonaise à 113,14 yens pour un euro contre 101,27 vendredi soir. Le dollar reculait légèrement face à la monnaie japonaise à 101,03 yens pour un dollar.

«*Le marché des devises a été relativement atone lundi en l'absence de statistiques économiques majeures en Europe et aux Etats-Unis*», observait Jasper Lawler, analyste chez CMC Markets.

La journée était en outre fériée dans plusieurs pays européens en raison de la fête de l'Assomption. Le dollar restait néanmoins affaibli par les indicateurs américains récemment publiés.

Dernier en date, l'activité manufacturière de la région de New York est tombée dans le rouge en août, alors que les analystes s'attendaient à un indice positif.

Cette statistique intervient après la publication vendredi dernier de ventes au détail stables aux Etats-Unis en juillet, décevant également les attentes.

Les opérateurs cherchaient toujours à évaluer les chances d'un resserrement monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed).

L'institution aimerait remonter ses taux d'ici à la fin de l'année mais doit composer avec des statistiques américaines mitigées et un contexte économique mondiale fragile sur fond de Brexit. Des taux bas sont pénalisants pour le dollar en le rendant moins rémunérateur et moins attractif.

C'est dans ce contexte que le compte-rendu de la dernière réunion de la Fed sera examiné de près mercredi par les marchés. «*Si la vue d'ensemble est plus accommodante que prévu, nous pourrions voir le dollar s'affaiblir davantage*», prévenait David Cheetham, analyste chez XTB.

L'once d'or a quant à elle terminée à 1 339,40 dollar au fixing du soir, contre 1 352 dollars vendredi soir.

Université de Tizi Ouzou

Une charte d'éthique et de règlement intérieur en phase d'élaboration

■ *Une charte d'éthique et de règlement intérieur regroupant le rectorat de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou et ses partenaires sociaux sera élaborée prochainement, a-t-on appris du recteur.*

Par Ilham N.

La commission chargée de la préparation de la charte visant à assurer la stabilité à l'intérieur des différents campus de l'université sera installée «*incessamment*» et comportera des représentants des syndicats des étudiants, des enseignants et des travailleurs, ainsi que des cadres du rectorat qui «*seront appelés à assumer leurs responsabilités dans le but d'instaurer un climat de sérénité favorable au bon déroulement de la scolarité des étudiants*», a déclaré le Pr Ahmed Tessa. Un dialogue élargi à tous les acteurs a été lancé dans le cadre de la préparation de cette charte qui constituera un nouveau point de départ pour réhabiliter la confiance entre les responsables de l'université Mouloud Mammeri et les étudiants qui ne cessent d'exiger l'amélioration de leurs conditions socio-pédagogiques, a-t-il précisé, affirmant son engagement à satisfaire les revendications exprimées dans le cadre d'un respect mutuel et d'une gestion rationnelle des problèmes. «*Quand c'est nécessaire de recourir à la protestation nous seront à l'écoute, mais quand l'année universitaire se caractérise par des perturbations de cinq ou six mois, cela porte atteinte à la crédibilité de l'université*», a-t-il relevé. L'élaboration du document de la charte sera sanctionnée par l'organisation d'un séminaire d'une journée juste après la rentrée universitaire pour expliquer à la communauté universitaire l'importance de la démarche et la nécessité de son application pour l'épanouissement de l'université de Tizi Ouzou qui constitue «un fleuron de l'université algérienne», a-t-il souligné. Toujours dans le souci d'assurer un bon encadrement et une meilleure prise en charge des préoccupations des étudiants, un projet de décentralisation progressive des facultés a été entamé à travers les différents campus par le rectorat, a précisé le Pr Tessa. «*Les doyens seront appelés à assumer pleinement leurs prérogatives et gérer indépendamment et sereinement leurs facultés dans le cadre de respect des lois. Le rectorat n'interviendra que lorsqu'il y a nécessité*», a-t-il expliqué. Toutes ces mesures, a ajouté le recteur de l'université de Tizi Ouzou ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie à l'intérieur de l'université, de permettre d'avoir de bons résultats sur le plan pédagogique tout en abolissant le désordre et le chaos qui «*ne profitent qu'à certains rentiers*».

I. N./APS

Ph. > D. R.

Adrar

Nouvelles structures socio-pédagogiques réalisées à l'université africaine

Le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la wilaya d'Adrar a été renforcé par la réalisation et la réception d'une série de nouvelles structures pédagogiques et autres socio-pédagogiques, a-t-on appris des responsables locaux de l'université africaine «Ahmed-Draya» d'Adrar. Parmi ces structures, qui permettront d'améliorer les œuvres universitaires et de porter la capacité d'accueil du secteur, la réception d'une nouvelle cité universitaire d'une capacité d'hébergement de 2 000 lits qui sera opérationnelle à la nouvelle rentrée universitaire, ainsi que l'aménagement et l'extension de l'amphithéâtre, a-t-on expliqué de même source. Il s'agit également de la réalisation de dix laboratoires de recherche scientifique, et la réception de 44 logements de fonction parmi un programme de 150 unités retenues pour le corps enseignant, selon la même source. Toutefois le secteur sera en bute, lors de la prochaine rentrée universitaire à une contrainte liée au déficit de 2 000 places pédagogiques devant l'accroissement du nombre d'inscrits, dont plus de 80% sont des étudiantes ayant opté pour l'étude à l'université locale d'Adrar, a-t-on révélé. La même source a souligné à cette occasion, et pour assurer une meilleure prise en charge pédagogique des étudiants, la nécessité de concrétisation du nouveau pôle universitaire de 8 000 places, retenu pour la wilaya d'Adrar depuis 2010, dont les travaux de réalisation n'ont pas été lancés , suite au non-faisabilité des appels d'offre pour ce projet implanté sur une surface de 10 hectares à l'entrée Nord de la commune d'Adrar. Dans l'optique d'ébranler ce marché de cet ambitieux projet, il est décidé, en coordination avec les autorités locales, d'attribuer le marché de gré-à-gré à une entreprise de réalisation pour la concrétisation de ce projet en quatre tranches, de 2 000 places chacune, a-t-on ajouté. Ces capacités, a estimé la même source, permettront l'accueil, dans de bonnes conditions, de l'effectif estudiantin sans cesse croissant.

Ali O./agences

El Oued

Une récolte de 480 000 quintaux de céréales

Une récolte de 480 000 quintaux de céréales a été réalisée au titre de l'actuelle saison agricole dans la wilaya d'El oued a-t-on appris de la direction locale des services agricoles (DSA). Une hausse de production céréalières estimée à 96 000 quintaux, soit un taux de 20%, de plus que celle de la précédente saison agricole, a été enregistré au terme de cette compagne, un résultat jugé «*qualitatif*» concernant le développement de la culture céréalière dans la wilaya, a indiqué le DSA, Lâala Maâchi. La production du blé dur a gardé le premier rang de la moisson globale avec 430 000 quintaux, contre 50 000 QX pour l'orge, a-t-il ajouté. Une superficie globale de 12 000 ha a été consacrée au titre de cette saison pour la céréaliculture, dans la wilaya d'El Oued dont 10 000 ha réservés pour le blé dur, et 2 000 ha répartis à travers des terres agricoles entre les communes de Benguecha, Hassi Khelifa, Reguiba, et Guemar, a fait savoir ce responsable. Les régions agricoles s'étant nouvellement lancées dans la céréaliculture, à l'instar des communes de Hassi-Khelifa et Benguecha, ont réalisées, une production abondante de céréales, atteignant les 70 quintaux à l'hectare, a révélé M. Maâchi. Une récolte de plus de 150 000 qx de blé dur a été collectée par la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) d'El Oued, selon la même source.

F.T.

Oum El Bouaghi

Attribution des actes de concession

Au moins 3 454 actes de concession ont été attribués à leurs bénéficiaires jusqu'à la fin du mois de juillet dernier dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris du directeur de l'annexe de l'Office national des terres agricoles (ONTA). Le nombre de dossiers reçus depuis le lancement de l'opération de concession a atteint 6 571 dont 3 661 ont été traités par la commission de wilaya de l'administration des biens de l'Etat, a précisé la même source. La surface globale concernée par la concession est estimée à 91 936 hectares, tandis que celle dont les propriétaires ont reçu les actes de concession a atteint 85 000 hectares, selon la même source. L'opération a atteint actuellement 70 % et se poursuivra avec l'étude du reste des dossiers au nombre de 2 465 demandes avant leur transmission à la direction des biens de l'Etat pour l'établissement des actes de concession, a précisé le même responsable. L'opération qui se déroule dans de bonnes conditions, a-t-il relevé, permettra de mettre fin aux conflits enregistrés auparavant, ajoutant que 251 dossiers ne répondant pas aux conditions juridiques de la loi 03/10 de l'année 2010 relative à l'exploitation des terres agricoles ont été refusés.

APS

Saïda

Création d'un forum de la presse de proximité chargé du développement local

UN FORUM de la presse de proximité chargé du développement local a été crée à Saida, à l'initiative de la section de wilaya du Syndicat national des journalistes (SNJ). Le Secrétaire local de cette section syndicale, Hadji Brahim Djamel Eddine, a souligné, que «*ce forum accueillera des responsables locaux pour discuter de leur secteur et projet et permettre ainsi aux correspondants de presse de puiser à la source l'information et la transmettre à l'opinion publique locale*». Dans ce cadre, une rencontre avec un responsable de la wilaya parmi les directeurs exécutifs et autres sera programmée chaque quinzaine à partir de la prochaine rentrée sociale pour débattre de la situation et perspectives du développement de la wilaya, selon la même source. Les animateurs du forum comptent accueillir, en premier, le wali de Saida, Boukarabila Djelloul, pour dresser un bilan exhaustif du processus de développement local et s'enquérir des grands projets en cours de réalisation dans la wilaya. Ce forum sera ouvert aux représentants de la société civile pour débattre des sujets d'intérêt général, indique-t-on.

R.R.

Libye

Copenhague propose de «transporter les armes chimiques»

Le Danemark a proposé de «transporter les armes chimiques» de la Libye dans le cadre d'une opération coordonnée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Par Faiza O.

Ph.> D. R.

Le gouvernement danois a proposé la logistique nécessaire à ce transport, auquel elle associerait «*d'autres pays*», dont des officiers finlandais. «*Le Danemark va montrer une nouvelle fois qu'il assume ses responsabilités internationales en contribuant de manière très concrète aux efforts de la communauté internationale pour réduire la prolifération des armes chimiques dans le monde*», a souligné le ministre danois des Affaires étrangères, Kristian Jensen. La proposition doit être examinée en premier lieu par le Parlement danois. Le royaume scandinave, qui avait déjà fourni des navires en 2014 en vue la destruction des armes chimiques syriennes, a indiqué avoir été de nouveau sollicité par l'OIAC et les Etats-Unis. «*L'OIAC devrait accepter une offre de l'Allemagne pour mener à bien la destruction des substances chimiques*», a précisé Copenhague. Le 22 juillet, le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté une résolution pour aider le gouvernement libyen d'union nationale (GNA) à se débarrasser de son arsenal chimique, alors qu'il combat l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (Daech/EI). Ainsi la résolution 2298 autorise les Etats membres de l'ONU à «*acquérir, contrôler, transporter, transférer et détruire*» les armes chimiques en Libye. Craignant que ces armes ne tombent entre les mains des groupes armés extrémistes opérant dans le pays, le GNA a proposé un programme de destruction à l'OIAC et a demandé à l'ONU de l'aider à l'appliquer. Selon des diplomates, le GNA a aussi commencé récemment à regrouper les produits toxiques sur un site côtier sécurisé, ce qui faciliterait leur transport et leur destruction à l'étranger ou à bord de navires spécialisés, La Libye a adhéré à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction en 2004.

L'Etat islamique délogé de plusieurs secteurs à Syrte

Les forces libyennes gagnent du terrain à Syrte, ancien fief de Mouammar Kadhafi devenu un des bastions du groupe Etat islamique en juin 2015. Ces derniers ont été délogés, avec succès, de plusieurs de leurs QG, qu'il s'agisse de l'université, réaménagée en hôpital, où du bâtiment de la radio depuis laquelle les combattants djihadistes diffusaient des messages religieux. Les forces du gouvernement libyen d'union nationale, appuyées par des bombardements aériens des Etats-Unis depuis le 1er août poursuivent leurs offensives dans les quartiers de l'est et de l'ouest de Syrte. L'Etat islamique conserve toutefois son emprise dans un secteur situé en plein centre-ville. La fuite des combattants djihadistes suscite par ailleurs des craintes de l'autre côté de la Méditerranée. Au cours des opérations menées à Syrte, les soldats libyens ont découvert des documents indiquant l'existence d'une cellule djihadiste près de Milan.

L'information a été dévoilée par plusieurs médias italiens, dont le Corriere della Serra. Ce réseau serait lié à Abou Nassim, un commandant aguerri du groupe Etat islamique, arrivé en Libye en 2014 après avoir combattu en Afghanistan et en Syrie.

F. O./agences

Sahara occidental

La RASD a réalisé beaucoup de progrès dans le secteur de l'éducation

Le Recteur de l'Université de Tifariti de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Jatari Hamudi, a indiqué que le secteur de l'éducation a enregistré beaucoup de progrès grâce notamment aux efforts de la RASD qui a formé aussi des cadres dans tous les secteurs pour l'ère post-indépendance. «Alors que pendant la colonisation espagnole, la RASD avait un taux d'analphabétisme de 95%, aujourd'hui il a été supprimé par les campagnes d'alphabétisation en cours», a déclaré Jatari Hamudi, recteur de l'Université de Tifariti de la RASD dans une interview exclusive avec le journal péruvien «*UNO*» publiée dimanche. «*La réalisation était grâce aux peuple et à l'Etat sahraouis qui ont donné beaucoup d'importance au secteur de l'éducation*», a noté M. Hamudi, qui est en visite à Lima pour les accords de coopération avec les universités locales. «*Nous avons vécu plus de 40 ans dans des camps de réfugiés depuis l'invasion marocaine. Beaucoup de Sahraouis sans défense ont fui l'invasion à la recherche d'un endroit où ils peuvent être sauvés*», a-t-il encore dit. «*Les Marocains nous ont attaqués avec des bombes interdites au niveau international et dans ce climat on a mené une campagne d'alphabétisation dans des grottes dans le désert et les résultats sont palpables: tous sont alphabétisés*», a souligné le recteur de l'Université de Tifariti. «*La première langue est l'arabe et la seconde est l'espagnole*», a-t-il précisé ajoutant que «l'*Université Tifariti est le premier centre d'enseignement supérieur dans un camp de réfugiés où 400 jeunes étudient actuellement les soins infirmiers, l'éducation, le journalisme et information administration*». «*Il y a trois annexes appartenant au ministère de la Culture, comme la faculté de musique, des Beaux-arts et de l'audiovisuel*», a-t-il ajouté, soulignant que «*comme ce centre a une capacité d'accueil limitée, les autres étudiants vont dans des universités en Europe, en Algérie et à Cuba*.» «*Nous formons des cadres pour le jour de l'indépendance qui seront en mesure de mener à bien la construction et le progrès de notre Etat*», a-t-il assuré. D'autre part, M. Hamudi a indiqué que «*la vie dans les camps est très difficile et les jeunes veulent un avenir meilleur*», accusant «*les Marocains de bloquer l'organisation du référendum sur l'autodétermination prévu par les Nations unies*», car, ajoute-il, «*ils sont certains que les Sahraouis voteront pour l'indépendance*». Il a aussi dénoncé «*les envahisseurs marocains qui commettent toutes sortes de violations des droits de l'Homme et pillent nos ressources au Sahara occidental*». Il a, par ailleurs, appelé le président péruvien, Pedro Pablo Kuczynski, à rétablir les relations diplomatiques avec la RASD établie en 1984, mais annulé par le régime de Fujimori, disant qu'«*il y a beaucoup de pays qui ont des relations avec la RASD et leurs chapiteaux sont les deux ambassades, marocaine et sahraouie*».

Tunisie

Le pays reste mobilisé pour libérer sa ressortissante enlevée au Yémen

La Tunisie a qualifié de «priorité» la libération d'une employée franco-tunisienne du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Nourane Houas, enlevée en décembre 2015 au Yémen et dont une nouvelle vidéo a récemment été diffusée. Dans un communiqué, le ministère tunisien des Affaires étrangères a indiqué avoir contacté ses représentations dans certaines villes, notamment à «*Genève et Paris, pour insister sur la nécessité de mobiliser les efforts pour libérer Nourane le plus vite possible*». La question de sa libération «*fait partie des priorités du travail et des missions de la diplomatie tunisienne*», a-t-il affirmé. Mais, «*au vu de la sensibilité du dossier, et pour préserver la vie de Nourane Houas, traiter ce genre de cas nécessite de ne pas donner de détails via les médias, et c'est ce que dit le CICR*», une institution basée en Suisse, a-t-il précisé. Ces derniers jours, de nombreux Tunisiens ont appelé sur les réseaux sociaux à ne pas oublier Nourane Houas, après la diffusion d'une nouvelle vidéo de l'otage. Le CICR a de son côté confirmé jeudi dans un communiqué que la jeune femme figurant dans l'enregistrement était bien son employée franco-tunisienne, en «*implorant ses ravisseurs de la libérer saine et sauve*». «*Le CICR ne souhaite pas spéculer sur l'identité des ravisseurs ni commenter davantage la vidéo. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que Nourane puisse rentrer chez elle, et il ne serait pas judicieux de discuter les détails publiquement*», selon ce texte. La jeune femme était déjà apparue il y a quelques mois dans une vidéo où elle s'adressait au président français François Hollande, au président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi et aux responsables du CICR. Nourane Houas, responsable d'un programme de protection humanitaire au sein de la mission au Yémen, a été enlevée le 1er décembre 2015 à Sanaa en même temps qu'un employé yéménite du CICR qui avait été relâché quelques heures plus tard.

R.M.

Présidentielle au Gabon

Deux candidats ténors se rangent derrière Jean Ping

■ Deux candidats importants de l'opposition gabonaise ont accepté de se ranger derrière un troisième poids lourd, Jean Ping, pour défier le président-sortant Ali Bongo Ondimba lors de l'élection présidentielle du 27 août, ont rapporté des médias mardi.

Par Ali O.

Ph. > D. R.

Les deux ténors de l'opposition, l'ex-président de l'Assemblée Guy Nzouba Ndama et l'ex-Premier ministre Casimir Oyé Mba, devaient officialiser leur décision lors d'une réunion publique avec M. Ping mardi après-midi à Libreville, a indiqué M. Nzouba Ndama, cité par l'AFP. «*Au nom de l'intérêt général, je me plie à la décision des partis et de la société civile*», a déclaré M. Nzouba Ndama en commentant le retrait de sa candidature au profit de Jean Ping, ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA). M. Ping et ses deux partenaires ont tenu une ultime séance de négociation jusqu'à trois heures du matin dans la nuit de lundi à mardi, a expliqué M. Nzouba Ndama. La Commission électorale (Cénap) a validé au total 14 candidatures pour le scrutin à un tour du 27 août, mais les autres candidats n'ont pas le poids du président sortant ni des trois principaux opposants, d'après des médias. Avant de s'unir, des opposants ont demandé en vain l'invalidation de la candidature d'Ali Bongo, 57 ans, estimant que l'actuel chef de l'Etat est de fait un enfant du Nigéria adopté par son père, et qu'il ne peut être président en vertu de la Constitution gabonaise. Pour rappel, lors d'un point de presse tenu à la veille du lancement de la campagne, le président de la Commission électorale nationale permanente (CENAP), René Aboghe Ella, a indique que «*l'élection sera organisée selon la loi gabonaise qui a des dispositions garantissant un scrutin libre, transparent et crédible*». A l'occasion d'une rencontre avec les observateurs internationaux accrédités au Gabon, le ministre gabonais de l'Intérieur, Pacôme Moubelet Boubeya, a affirmé: «*nous n'avons rien à cacher. L'arrivée des observateurs est un signe de transparence*». Le secrétaire général du ministère de l'Intérieur Lambert Noël Mata a affirmé pour sa part aux observateurs que le gouvernement gabonais «*ne souhaite pas exercer un contrôle d'Internet durant la période d'attente des résultats du scrutin*».

Par ailleurs, Des organisations internationales ont appelé les candidats et les acteurs politiques au Gabon à s'abstenir de toute incitation à la violence et à la haine durant la campagne électorale qui s'ouvre samedi dans la perspective de l'élection présidentielle prévue le 27 août.

Dans une déclaration commune publiée vendredi à Libreville, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis ont invité la classe politique gabonaise à ne pas verser dans la stigmatisation à l'encontre notamment de certaines communautés «*afin de préserver la tradition de paix et la cohésion nationale au Gabon*». A ce propos, il a été souligné la nécessité que «les normes nationales et internationales en matière de libertés fondamentales et de droits de l'Homme soient respectées, notamment dans le domaine du maintien de l'ordre». «La présence des observateurs internationaux et locaux vise au renforcement de la transparence à toutes les étapes du processus électoral. **A. O.**

Turquie

Deux peines de prison à vie requises contre Gülen

Le parquet turc a requis deux peines de prison à vie et une peine supplémentaire de 1 900 ans d'emprisonnement à l'encontre de l'ex-imam Fethullah Gülen, accusé d'avoir ourdi le putsch avorté du 15 juillet, a rapporté hier l'agence de presse turque Anadolu. Dans l'acte d'accusation long de 2.527 pages approuvé par les procureurs de la région d'Usak (ouest), le prédicateur, exilé aux États-Unis et dont Ankara réclame l'extradition, est accusé d'avoir «*tenté de détruire l'ordre constitutionnel par la force*» et «*formé et dirigé un groupe terroriste armé*», précise Anadolu.

Gülen, 75 ans, bête noire du président Erdogan, qui vit en exil volontaire aux États-Unis depuis 1999, nie toute implication dans le coup de force. Il est accusé depuis des années d'être à la tête d'un «*État parrallèle*», en particulier depuis la révélation en 2013 d'un scandale de corruption impliquant M. Erdogan. Dans leur acte d'accusation, les procureurs accusent le réseau Gülen, baptisé par Ankara «organisation terroriste Fethullah» (FETO), d'avoir infiltré les institutions et les services de renseignement. Le groupe s'est appuyé sur son réseau de fondations, écoles privées, entreprises, sociétés d'assurance ou encore médias pour prendre le contrôle des institutions turques, soutient l'accusation.

La FETO est accusée d'avoir rassemblé des fonds versés par des hommes d'affaire sous couvert de «*dons*», et d'avoir transféré l'argent aux États-Unis via des banques aux Emirats arabes unis, en Afrique du Sud, Tunisie, Maroc, Jordanie et Allemagne, rapporte Anadolu.

Une enquête avait été ouverte sur la FETO et son mode de financement en septembre 2015 par les procureurs de la région d'Usak. Depuis lors, 111 personnes ont été visées dans cette affaire et risquent entre deux ans de réclusion et la prison à vie. Treize suspects sont toujours en détention préventive.

Dès le surlendemain du coup avorté, le président Erdogan, promettant d'éliminer «*le virus*» factieux au sein de l'État, avait évoqué un possible rétablissement de la peine capitale, abolie en 2004 dans le cadre de la candidature d'Ankara à l'entrée dans l'Union européenne.

Plus tôt hier, le Premier ministre turc Binali Yildirim s'était prononcé devant le Parlement en faveur d'un «*procès juste et impartial*» pour M. Gülen, semblant faire marche arrière sur un possible rétablissement de la peine capitale.

«*Gülen va rentrer en Turquie et il rendra des comptes*», a-t-il martelé, plaidant pour un procès «*juste et impartial*».

«*Une personne ne meurt qu'une seule fois lorsqu'elle est exécutée. Il existe des façons de vivre qui ressemblent davantage à la mort pour ces gens*», a-t-il dit lors de sa harangue hebdomadaire devant les députés de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) au Parlement.

Points chauds

Ingérence

Par Fouzia Mahmoudi

S'il est acquis depuis plusieurs décennies déjà que le processus de paix est la chasse gardée des États-Unis, plus grand allié d'Israël, quelques rares exceptions sont toutefois occasionnellement acceptées par Tel-Aviv lorsque cela implique une intervention internationale coordonnée, tel que le Quartet pour le Moyen-Orient composé par la Russie, les USA, l'UE et l'ONU. Mais seuls les États-Unis peuvent, en tant que nation, intervenir dans les affaires de l'État hébreu. Et c'est là ce qu'ont durement appris les diplomates français, qui tentent systématiquement depuis plusieurs années de s'ingérer dans le processus de paix au Proche-Orient. En effet, Israël est opposé à l'initiative de Paris pour ranimer l'effort de paix moribond avec les Palestiniens. Après des mois de discret travail préparatoire, les Français doivent se résoudre à se voir claquer la porte au nez par les dirigeants hébreux qui refusent leur ingérence. Adhésion palestinienne à l'intervention française et réprobation israélienne : Jean-Marc Ayrault connaît les positions de principe des principaux intéressés depuis que la France a avancé l'idée en janvier dernier de relancer les négociations au point mort entre les deux peuples. La conférence aurait lieu avant la fin de l'année. Paris organisait déjà en ce sens une réunion ministérielle en mai dernier qui devait jeter les bases, avec une vingtaine de pays, l'Union européenne et l'ONU, mais sans Israéliens ni Palestiniens pour ne pas condamner d'emblée l'effort à l'échec. «*Israël s'oppose à l'initiative française parce qu'il croit que le seul moyen de parvenir à une solution négociée du conflit israélo-palestinien est à travers des négociations directes*», a redit une fois encore dans le quotidien «*Jerusalem Post*» le directeur général des affaires étrangères Dore Gold. Le président palestinien a indiqué, lui, «*soutenir totalement les efforts français*», selon ses services. Mais si les Américains avec tous les moyens qu'ils possédent et leur longue histoire avec l'État hébreu n'ont pas réussi à faire le moindre progrès l'on se demande comment Ayrault, ancien Premier ministre français viré par Hollande avant d'être repris il y a seulement quelques mois, y arrivera. Surtout que l'on sait bien que tant que Netanyahu sera à la tête du pays, aucune discussion de paix n'aboutira. C'est bien ce dernier et l'aile droite du pays qui bloquent coûte que coûte le moindre effort de paix. Que cela soit avec l'aide et la participation de la Maison-Blanche ou avec le Quai d'Orsay. **F. M.**

Irak

Neuf morts dans une attaque de l'EI près de la frontière jordanienne

Des combattants du groupe État islamique (EI) ont attaqué hier une base irakienne près de la frontière jordanienne, faisant au moins neuf morts avant d'être chassés, ont indiqué des responsables militaires.

Les jihadistes ont attaqué la base à l'aube avec des tirs au mortier et des combats s'en sont suivis avec les gardes-frontières près de Routba, la dernière ville avant le poste-frontière de Trebil dans la vaste province occidentale d'Al-Anbar.

«*Des élements de Daech* (un acronyme en arabe de l'EI) *ont attaqué le 2e régiment des gardes-frontières, positionné sur la route principale entre Routba et Trebil*», a déclaré l'un de ses colonels. «*Nous avons combattu pendant plusieurs heures*», a-t-il précisé. Le commandement des opérations conjointes, qui supervise la lutte antijihadistes en Irak, a fait état de neuf morts, dont huit gardes-frontières et un civil.

Selon le colonel, 17 gardes ont également été blessés dans l'attaque qui a eu lieu à l'extrême ouest de la province d'Al-Anbar, à quelque 450 km à l'ouest de Baghdad.

«*Plusieurs combattants de l'EI ont été tués*» et les autres «*ont été forcés de se replier*», a-t-il ajouté. «*Le 2e régiment est sous notre contrôle, ils n'ont pas réussi à le prendre, nos troupes se sont défendues*», s'est félicité le général Ammar al-Kubaysi, commandant des gardes-frontières.

Routba, petite ville stratégique au regard de sa position géographique, a été reprise à l'EI en mai.

L'organisation ultraradicale sunnite a perdu ces derniers mois la majeure partie de ses bastions à Al-Anbar, y compris son chef-lieu Ramadi et l'emblématique fief de Fallouja.

Elle garde toutefois plusieurs positions près de la frontière avec la Syrie voisine où elle est également présente.

Festival national du melhoun à Mostaganem

Une édition dédiée à Sidi Lakhdar Benkhlouf

La maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki de Mostaganem sera du 20 au 23 août courant la scène de plusieurs activités culturelles. C'est dans le cadre du Festival national du melhoun que les organisateurs prévoient une série d'activités, riche et variée. La quatrième édition de cet évènement sera dédiée au défunt chikh Sidi Lakhdar Benkhlouf.

Par Abla Selles

La ville de Mostaganem continue de promouvoir la culture et encourager les artistes des quatre coins du pays. C'est à travers des festivités nationales et internationales ainsi que des activités de proximités que la population de la ville et des régions voisines dépasse les longues journées d'été tout en découvrant de nouveaux artistes. Pour le mois courant, la ville accueil les participants ainsi que le public intéressé par le melhoun. C'est dans le cadre d'un festival national dédié à cet art ancestral que s'organisent des activités culturelles et artistiques du 20 au 23 août courant, a annoncé, le commissaire de cette manifestation, Abdelkader Bendamech. Cette quatrième édition sera dédiée à l'âme du grand poète Sidi Lakhdar Benkhelouf qui a beaucoup contribué dans l'enrichissement de cet art à travers des textes précieux. Un hommage sera également rendu à deux figures ayant laissés leur emprunte dans le monde du melhoun dont cheikh El Djillali Aïn Tedles et cheikh El Hadj Bendenia. Cet hommage sera appuyé par deux projections de documentaires dédiés à l'itinéraire artistiques de ces maîtres incontestés de cet art populaire qui ont contribué énormément à sa préservation et sa diffusion. En effet, ces deux maîtres n'ont pas seulement enrichi le patrimoine melhoun par leurs textes mais ils étaient aussi des exemples et des sources d'inspirations pour les générations qui les ont suivi. Le commissaire du festival du Melhoun a également annoncé qu'une plaieda d'artistes et de poètes des wilayas de Béchar, Laghouat, Chlef, Relizane, Tiaret et Alger prendront part à ce rendez-vous annuel. Ces participations démontrent que la population tiens encore à ce patrimoine et œuvre à le valoriser, précise la même source. Institutionnalisé en 2003, ce festival vise à valoriser et promouvoir la poésie populaire et les poètes, à leur tête, Sidi Lakhdar Benkhlouf qui a légué ce patrimoine, dans sa triple dimension, civilisationnelle, religieuse et littéraire, a ajouté Abdelkader Bendamech. La cuvée 2016 de ce festival prévoit plusieurs activités. Des conférences-débats sur le genre melhoun, sur fonds de déclamations poétiques sont au menu. Cette édition sera marquée par la sortie d'un livre de 150 pages, un diwan en cours d'édition, dédié à la poésie populaire de Sidi la khdar Benkhalouf et illustré par 165 de ses œuvre. A l'ouverture du festival, sont programmés le vernissage d'une exposition de peintures, un récital poétique et la projection d'un film documentaire sur la vie et l'itinéraire de Cheikh El Djillali Aïn Tadles (1930-1995) ainsi que sur Cheikh Chigueur. A la clôture, un deuxième documentaire sera proposé à l'assistance. Il est consacré à Cheikh El Hadj Bendénia (1904-1979). Les organisateurs soulignent que tous les volets du festival se dérouleront à la maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki de Mostaganem.

A.S.

Prévues pour jeudi prochain à Djelfa

Des journées estivales du théâtre pour enfants

Les journées estivales du théâtre pour enfants seront ouvertes, jeudi prochain, par le théâtre régional de Djelfa, avec au programme de nombreux spectacles, a-t-on appris, lundi, auprès du responsable de cet établissement artistique. Abritée par la salle des spectacles du théâtre régional, la manifestation, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois en cours, devrait drainer, en plus des enfants, un grand nombre d'amateurs du 4e art, a ajouté le responsable. Outre les troupes locales, le rendez-vous devrait réunir de nombreuses autres troupes d'autres wilayas du pays, dont l'association du théâtre de Boudouaou (Boumerdès), la coopérative Office El Halka de Tiaret, et l'association Afak El djazair Ettakafia de Laghouat.

L.B.

Théâtre

Le monodrame «Riq Echaytan» en représentation au Liban

La pièce de théâtre «*Riq Echaytan*», mise en scène par Azzouz Abdelkader prendra part au 3e Festival international du théâtre de la ville de Sour (sud du Liban) prévu du 20 au 26 août, a-t-on appris auprès des organisateurs. Produit par la coopérative «Sarkhat Errok'h» (le cri de la scène) de Tamanrasset, ce monodrame joué par la comédienne Wahiba Bâali est au programme du festival aux côtés d'autres spectacles produits par des troupes en provenance d'Irak, de Palestine, de Syrie ou encore de Libye.

Des troupes d'Europe et d'Amérique latine prendront également part à cette manifestation à l'instar de l'Espagne, la Slovénie ou encore l'Argentine. Comédienne au parcours remarquable, Wahiba Bâali doit son succès à sa première apparition professionnelle sur les planches avec son rôle dans «*Nedjma*», une adaptation éponyme du roman de Kateb Yacine, mise en scène par Ahmed Benaïssa en 2013 et jouée par des comédiens amateurs. Deux ans plus tard, la comédienne avait remporté le Prix de la meilleure interprétation féminine pour cette même pièce au 15e festival international du théâtre d'El Bouqâa au Soudan.

Avec la même troupe, Wahiba Bâali participe activement au développement du théâtre à Tamanrasset et dans tout le grand sud algérien. En juillet, «*Riq Echaytan*» avait reçu le Prix de la meilleure interprétation féminine et celui de la meilleure mise en scène au 2e Festival international du théâtre de la province de Sidi Kacem (nord du Maroc).

F.H.

Box-office nord-américain

«Suicide Squad» occupe la première place

«*Suicide Squad*», le nouveau film de Warner Bros inspiré de l'univers de bandes dessinées de DC Comics, occupe la tête du box-office des Etats-Unis et du Canada, selon des chiffres définitifs publiés lundi par la société Exhibitor Relations.

Plus besoin de super-héros pour sauver le monde. La mission a été confiée à de dangereux criminels pour affronter une nouvelle menace.

La superproduction au budget de 175 millions de dollars, avec Will Smith, Jared Leto et Margot Robbie, a engrangé 43,5 millions de dollars de recettes pour son deuxième week-end d'exploitation, et 222,6 millions depuis sa sortie.

Le film d'animation «*Saucisse Party*», dans lequel une saucisse embarque dans une quête existentielle, se classe en deuxième position pour sa sortie avec 34,26 millions de dollars.

Autre nouvel entrant à la troisième place, avec 21,5 millions de dollars de recettes: le nouveau Disney «*Peter et Elliott le Dragon*», avec Robert Redford, qui emmène le spectateur dans les bois avec le mystérieux garçonnet Peter, qui affirme vivre en compagnie d'un dragon géant. L'agent secret amnésique «Jason Bourne» incarné par Matt Damon, perd deux places et se retrouve quatrième avec 13,8 millions de dollars sur le week-end, soit 127 millions en trois semaines à l'affiche. «*Bad Moms*», comédie avec Mila Kunis, Kristen Bell et Kathryn Hahn en mamans surmenées partant dans une folle virée, perd aussi deux places. Au cinquième rang, elles cumulent 11,4 millions de dollars (71,3 millions en trois semaines).

R.I.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Centre culturel Mustapha Kateb
Jusqu'au 5 septembre :
Exposition collective d'artisanat
Centre des Conventions d'Oran
18 août :
Le rappeur l'Algérino sera en concert
Musée d'art moderne et contemporain d'Alger (RueLarbi-Ben-M'hidi, Alger)
Jusqu'à la fin du mois d'août :
Exposition «Genèse II, une collection qui s'agrandit» avec des œuvres de Issiakhem, Khadda, Chegrane, Mokrani et autres
Galerie de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 6 septembre :
Exposition de peinture «Couleurs d'Algérie» de l'artiste Khelifa Sultane Hakim.
Ezzou'Art Galerie
Jusqu'au 19 août :
Exposition «Acte de la vie quotidienne» de l'artiste plasticien Abdellah Belhimer.
Esplanade de Sidi-M'hamed (Oran)
Jusqu'au 20 août :
Manifestation «Les Journées culturelles du Sud». Soirées artistiques avec la participation des groupes Takouba, Tindi, Takoumba et Imzad Guittar. Expositions quotidiennes et vente de bijoux traditionnels.
Salle Ibn Khaldoun
Jusqu'au 18 août à 14h
Projection de Tortu Ninja II
Jusqu'au 18 août à 21:30
Projection du long-métrage Suicide Squad
Bastion 23 à Alger
18 août :
Le groupe «Vibrations Gnawa» anime un concert de musique gnawa alliant styles algérien et marocain.

Coup-franc direct

La leçon Makhloufi

Par Mahfoud M.

Le champion olympique a donné une véritable leçon aux responsables du sport algérien, ne connaissant rien à la réalité du terrain et qui sont cloîtrés à longueur d'année dans leurs bureaux fumés. Ayant été victime de tracasseries bureautiques, notre champion n'a pas abandonné et a poursuivi sa préparation pour le rendez-vous olympien le plus sérieusement possible pour tenter de faire honneur à l'Algérie et répondre de la meilleure manière qui soit aux critiques qui l'ont touché. Ils pensaient lui nuire en ressortant des rumeurs pour le discréditer aux yeux du public, mais cela ne l'a pas pour autant touché. Que font les responsables pour aider ces athlètes de l'élite qui souhaitent dépasser leurs frontières sportives ? Pourquoi ne voit-on pas d'autres champions émerger alors que les graines ne manquent pas et que la pâte existe ? Tout simplement, parce qu'il n'y a pas de politique sportive claire qui aiderait le sport d'élite et les sportifs qui sont livrés à eux-mêmes et qui ne bénéficient d'aucun soutien. Cela persistera de cette manière si on continue à donner des postes de complaisance sans prendre en compte la compétence de toute personne. Le sport doit revenir aux sportifs qui doivent s'engager sérieusement pour aider leurs pairs à avancer.

M. M.

Athlétisme/Il arrive deuxième au 800 m derrière le Kenyan Rudisha

Makhloufi, l'argent en attendant l'or

■ Notre champion olympique du 1500 m aux derniers JO de Londres, a tenu le pari en remportant la médaille d'argent de la course du 800 m disputé avant-hier soir à 22h 45 locale (2h45 heure algérienne) au stade Olympique Joao Havelange de Rio de Janeiro.

Par Mahfoud M.

Makhloufi, la seule satisfaction algérienne jusqu'à maintenant

Ph.>D. R.

Il rapporte la première médaille olympique pour la délégation algérienne et met fin à l'hécatombe de déceptions dans le camp algérien, avec une multitude de ratages dans les disciplines qui étaient, autrefois, porteuses pour le sport algérien. Makhloufi est entré à la deuxième place juste après le champion olympique en titre, le Kenyan, David Lekuta Rudisha, candidat à sa propre succession et qui a donc gardé le titre de cette épreuve qu'il avait déjà remportée il y a quatre ans à Londres. L'Algérien a réalisé également un excellent temps de 1:42.61, battant par la même occasion le record d'Algérie du 800 m. La médaille de bronze a été remportée par l'Américain Clayton Murphy (1:42.93). C'est la deuxième médaille olympique pour Makhloufi qui avait décroché l'or à Londres dans la distance reine du demi-fond, le 1 500m. Pour revenir à cette course du 800m, il faut savoir qu'elle a été tactique de bout en bout, et que le Kenyan, Rudisha, s'est fait aidé par un de ses compatriotes qui lui a servi de lièvre, mais cela n'a pas empêché Makhloufi de rester dans son sillage et de coller à lui jusqu'au moment de franchir la ligne d'arrivée coiffant au poteau l'Américain Clayton Murphy, mais également l'athlète français. L'enfant de Souk Ahras s'est beaucoup réjouit de cette médaille d'argent surtout que personne ne l'attendait dans cette distance lui qui est beaucoup lus connu pour être un spécialiste du 1 500m. D'ailleurs, il annoncera à la fin de cette course qu'il était engagé dans cette épreuve du 1 500m dont les éliminatoires ont débuté hier matin et auxquels il a prit part malgré la fatigue, puisqu'il n'avait pas eu beaucoup de temps pour la récupération. Pour sa médaille d'argent du 800m, il avouera qu'elle est venue récompenser tous les efforts consentis lors de toute une saison. «*Dieu merci, tous les efforts et les sacrifices que j'ai consentis pendant des mois et des mois ont été récompensés ce soir par cette médaille d'argent. C'est fantastique, je suis très heureux, c'est quelque chose de fabuleux dans la carrière d'un athlète*», a déclaré Makhloufi. «*Je me suis fixé comme objectif une place sur le podium, c'est désormais chose faite, ça n'a pas été facile quand on a en face Rudisha ou encore Bosse et Clayton. Je suis content d'avoir réussi à décrocher cette médaille d'argent que je dédie au peuple algérien et à tous les pays arabes et musulmans*», a-t-il ajouté. Revenant sur son objectif dans la distance du 1 500 m à laquelle il participera, il dira que son principal objectif sera de défendre son titre acquis il y a quatre ans à Londres, même s'il sait que la mission ne sera pas de tout repos.

M. M.

400m haies

Lahoulou rêve de la finale

L'ATHLÈTE algérien Abdelmalik Lahoulou s'est brillamment qualifié pour les demi-finales du 400 m haies en remportant sa série et en battant au passage le record d'Algérie, lundi au stade Olympique Joao Havelange à l'occasion des Jeux Olympiques de Rio de Janeiro 2016. Pour sa première participation aux JO, le natif de Jijel a remporté haut la main la première série en 48.68 devant le Kényan Boniface Mucheru (48.91) et l'Américain Clement Keron (49.17). Lahoulou s'est dit satisfait de sa double performance, une qualification pour les demi-finales et un record d'Algérie, mais s'attend à une prochaine course de «très haut niveau» avec la participation de 23 athlètes déjà présents aux jeux de Londres. «*La course a été très difficile notamment en présence du vice-champion du monde américain de l'épreuve. Dieu merci, j'ai accompli ma mission en me qualifiant pour les demi-finales qui s'annoncent difficiles. J'ai bien géré ma course*», a déclaré Lahoulou à l'envoyé spécial de l'APS à Rio de Janeiro. «*C'est ma première participation aux Jeux olympiques, je suis très content d'avoir franchi la première étape, mon rêve est de me qualifier pour la finale, ce sera extrêmement compliqué, mais je vais faire le maximum. Je demande le soutien du peuple algérien parce que j'en ai vraiment besoin pour faire un bon résultat*», a-t-il souligné. Outre sa qualification historique pour les demi-finales, le protégé de Sabour a réussi à battre le record d'Algérie du 400 m haies qu'il détenait depuis le 23 août 2015 à Pékin lors des championnats du monde. C'est la troisième fois qu'il bat son propre record en une année après une première fois le 10 juillet 2015 (48.99). «*C'est le fruit du travail que j'ai accompli durant des mois et des mois avec mon entraîneur Sid Ali Sabour ainsi que grâce au soutien de ma famille. Cela fait trois mois que je n'ai pas vu les membres de ma famille, c'est un sacrifice énorme, ils m'ont encouragé durant toute cette période pour être au rendez-vous. Dieu merci, le résultat est positif avec cette qualification aux demi-finales*», a-t-il précisé. Interrogé sur la demi-finale prévue mardi soir au stade Olympique, le coureur algérien s'attend à une course difficile face au gotha mondial. «*Le 400 m haies est une spécialité difficile, je vais donner le maximum avec l'ambition et le rêve de décrocher une place en finale. J'espère que Dieu me donnera la force nécessaire pour atteindre cet objectif. Ce sera une autre paire de manches car tous les athlètes vont mettre le paquet pour être en finale. Je vais d'abord récupérer de mes efforts, ensuite préparer la finale*», a-t-il dit.

Décathlon

Le DTN espère voir Bourrada avec les «six ou sept» premiers

Le Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), Ahmed Boubrit a exprimé son souhait de voir Larbi Bourrada terminer le concours de décathlon des Jeux olympiques de Rio de Janeiro avec les «six ou sept» premiers. «*Nous souhaitons que Bourrada soit parmi les six ou sept premiers du concours. Nous avons discuté avec son entraîneur Ahmed Mahour Bacha et son adjoint Hocine Mohamed, normalement il peut terminer parmi les huit finalistes*», a indiqué Boubrit à l'envoyé spécial de l'APS à Rio de Janeiro. Les dix épreuves de décathlon se dérouleront en deux jours, les 17 et 18 août avec cinq compétitions quotidiennes. Freiné par une blessure au dos, le champion d'Afrique algérien du décathlon n'a pas disputé de concours cette année, ce qui risque de lui jouer un mauvais tour lors des Jeux olympiques. «*Le manque de compétition est un handicap certain pour l'athlète car il ne sait pas où il se situe par rapport aux autres champions, ça va le gêner un petit peu. S'il n'y avait pas sa blessure, il aurait fait du décathlon et aurait pu avoir des repères. Malgré cela, il a fait quelques apparitions, deux ou trois compétitions je crois*». Interrogé sur l'état d'esprit de Bourrada à moins de 48 heures du début du décathlon olympique, le DTN a fait savoir que l'athlète était «*en train de finaliser sa préparation. Il sera dans un état correct qui lui permettra d'aborder le concours dans les meilleures dispositions*». Pour Ahmed Boubrit, le haut niveau exige beaucoup de sacrifices de l'athlète et de son staff pour que tout marche bien. «*C'est le haut niveau, il faut gérer tout, et le moral de l'athlète et l'état de sa préparation de façon à lui permettre d'arriver à la compétition dans d'excellentes conditions. Il y a dix épreuves, cinq par jour, chacune demande beaucoup d'efforts. Il faut que le mental soit bien préparé pour affronter les adversaires. Ca a été un peu difficile, mais normalement comme Bourrada a l'habitude du décathlon, il doit gérer tout ça*», a-t-il conclu.

Boxe

Flissi décidé à offrir une médaille à l'Algérie

LE BOXEUR algérien, Mohamed Flissi (52 kg), qui s'est qualifié pour les quarts de finale du tournoi des jeux Olympiques de Rio aux dépens du Bulgare Daniel Asenov (3-0), lundi à Rio Centro, s'est déclaré décidé à offrir à l'Algérie une médaille après plusieurs années de disette. «*Le combat n'a pas été facile face à un adversaire qui cherchait à créer la surprise. Il y'avais aussi un peu de pression, mais avec cette victoire, ça va baisser d'un cran et je serais mieux en jambe dans le prochain combat. Maintenant que j'ai débuté la compétition, je vais me battre pour honorer l'Algérie*», a indiqué Flissi à l'issue du combat. Seul boxeur algérien rescapé après l'élimination des sept autres pugilistes lors des tours précédents, Flissi a bien entamé la compétition, lui qui n'avait pas boxé depuis trois mois. «*C'était un peu compliqué tout de même. Cela fait près de trois mois que je n'ai pas combattu et c'était difficile de rester en attente toute cette période. Mais l'essentiel c'est la qualification, même si je ne suis pas tout à fait satisfait de ma prestation. Ca ira mieux lors du prochain combat, maintenant que je suis monté sur le ring*», a-t-il estimé. Le médaillé de bronze au dernier championnat du monde 2015 à Doha est conscient que pour décrocher une médaille olympique, il faut être costaud et fort dès les quarts de finale contre le Vénézuélien Yoel Segundo Finol , prévu mercredi à 15h45 (heure locale) (19h45) heure algérienne. «*Sincèrement, je reste confiant. Je serai plus performant et percutant, après avoir disputé ce premier combat. Je vais faire le maximum pour honorer la boxe algérienne et toute l'Algérie*», a-t-il dit. Interrogé sur son prochain adversaire qui s'est qualifié en quart de finale au détriment du Britannique Ali Mohamed (3-0), Flissi s'est montré confiant et sûr de lui.

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

Yémen

dix enfants tués dans une école par un raid de la coalition arabe

Djalou@hotmail.com

Nouvelle Cité universitaire à Bab Ezzouar/Alger

L'effondrement d'une bâtisse fait trois blessés

TROIS PERSONNES ont été blessées lundi dans l'effondrement d'une bâtisse dans un chantier de construction de la nouvelle cité universitaire à El-Djorf (Bab Ezzouar Alger), a indiqué la Protection civile.

L'effondrement du 1er étage d'une batisse en cours de réalisation au niveau de la nouvelle cité universitaire à El Djorf (Bab Ezzouar) s'est produit aux environs de 14h30, faisant trois blessés parmi les ouvriers du chantier, a déclaré le lieutenant Benkhalfallah Khaled. Les victimes âgées entre 16 et 26 ans ont été transférées par les agents de la Protection civile à l'hopital Zmirli à El Harrach.

Elle s'encastre dans le mur de la prison de Coudiat

Une rame du tramway de Constantine déraille

UNE RAME du tramway de Constantine assurant la liaison entre les stations de Zouaghi et Benabdelmalek, au centre-ville a déraillé et s'est encastrée tôt le matin dans le mur de la prison de Coudiat. L'accident a provoqué l'arrêt du trafic sur la ligne du tramway et sur l'axe routier menant vers le boulevard Kennedy vers le côté ouest de la ville. Selon une source de la Protection civile, le conducteur âgé de 37 ans et un passager âgé de 60 ans ont été blessés et étaient acheminés au Centre hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis, a déclaré. Des moyens importants sont mobilisés par Setram, la société gérant ce mode de transport urbain et les services de la protection civile pour «*détacher*» la rame du tramway.

Accidents de la circulation

Une cinquantaine de morts et des blessés par milliers en une semaine

QUARANTE-TROIS personnes ont trouvé la mort et 1 930 autres ont été blessées dans 1 586 accidents de la circulation survenus du 7 au 13 août, au niveau national, indique mardi un communiqué de la Protection civile. La wilaya de Béjaïa déplore le bilan le plus lourd avec sept personnes décédées et 66 autres blessées, suite à 49 accidents de la route. Les secours de la Protection civile sont en outre intervenus pour l'extinction de 2 305 incendies divers et ont assuré 3.893 interventions, dont l'assistance aux personnes en danger. Pour sa part, dans un bilan de la Gendarmerie nationale rendu public hier, il a été fait état de trois personnes qui ont trouvé la mort et 24 autres ont été blessées dans 15 accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures, à travers 11 wilayas du pays. Les décès ont été enregistrés dans les wilayas de Sidi Bel-Abbès, Tiaret et Batna, précise la source.

Criminalité à Ain Témouchent

Une bande de malfaiteurs mise hors d'état de nuire

UNE BANDE de malfaiteurs, composée de six personnes, ayant à son actif plusieurs agressions sur des citoyens, a été mise hors d'état de nuire par les éléments de la 1re sûreté urbaine et de la police judiciaire d'Ain Temouchent, apprend-on, mardi, de la Sûreté de wilaya. Cette bande a été démantelée à la suite d'une tentative d'agression nocturne d'un citoyen résidant de la cité des 1 000 logements d'Ain Temouchent. Les assaillants ont utilisé des feux pyrotechniques contre son domicile, précise-t-on. A la vue des policiers, les membres de cette bande ont pris la fuite à bord d'une voiture. L'enquête ouverte par les services de police a permis l'identification d'un des assaillants, un repris de justice, avant que les recherches n'aboutissent à l'arrestation du reste de la bande. Au domicile de l'un des membres du groupe, la police a découvert des armes blanches et un fusil-harpon utilisés lors des agressions. Présentés devant le parquet d'Ain Temouchent, les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt.

Il laisse un passé historique

Le général major Abdelmalek Sassi n'est plus

■ *Le général-major à la retraite et ancien responsable de la direction des relations extérieures et de la coopération au ministère de la Défense nationale, Abdelmalek Sassi, est décédé lundi à Paris à l'âge de 75 ans des suites d'une longue maladie, ont annoncé avant-hier ses proches.*

Lycéen, il rejoint l'Armée de libération nationale (ALN), dans la Wilaya III historique à l'âge de 15 ans. Il fut envoyé par le colonel Amirouche en Orient pour une formation militaire aux côtés notamment des Benmaalem, Ait Abderrahim et autres. Natif du village Ath Sassi à Ighil Ali, dans la wilaya de Béjaïa, le défunt a intégré, dès l'indépendance, les rangs de l'Armée nationale populaire (ANP) au sein de laquelle il a occupé plusieurs fonctions dont notamment celle de responsable du secteur opérationnel de Tindouf. Il était également attaché militaire au niveau de l'ambassade d'Algérie en France avant de prendre les destinées de la direction des relations extérieures et de la coopération au MDN jusqu'à sa retraite en 2004.

ANP/In Guezzam et Tamanrasset

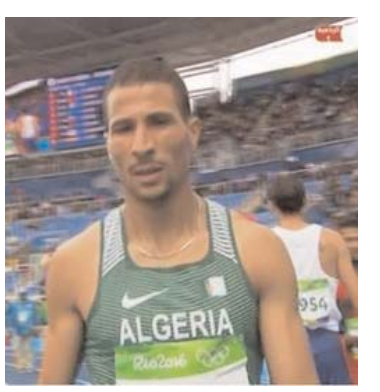
Onze contrebandiers et 40 immigrants clandestins appréhendés

Cinq contrebandiers ont été arrêtés avant-hier à In Guezzam et six autres à Tamanrasset par des détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également saisi des produits destinés à la contrebande, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «*Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a arrêté avant-hier cinq contrebandiers près des frontières à In Guezzam (6e RM), saisi un camion citerne chargé de plus de 40 000 litres de carburant, deux véhicules tout-terrain, chargés de 12,7 quintaux de denrées alimentaires, destinés à la contrebande, ainsi que deux téléphones satellitaires*», précise le MDN. A Tamanrasset, un autre détachement «*a appréhendé six contrebandiers et saisi deux véhicules tout-terrain et dix-neuf détecteurs de métaux*». Par ailleurs, des détachements de l'ANP et des éléments des gardes-frontières «*ont appréhendé 40 immigrants clandestins, dont 3 de nationalité marocaine à Bab El -Assa (2e RM), Adrar (3e RM), In Amenas (4e RM) et Tamanrasset (6e RM)*".

Athlétisme / JO 2016

Makhloufi qualifié en demi-finales du 1 500m

LE COUREUR algérien Taoufik Makhloufi s'est qualifié hier pour les demi-finales du 1500m des Jeux olympiques de 2016 à Rio, en remportant la 2e série en 3:46.82 au moment où son compatriote Salim Keddar a été éliminé dès le premier tour, après avoir terminé 11e dans la 3e et dernière série. Makhloufi, champion en titre de l'épreuve et médaillé d'argent la veille sur le 800m, a remporté cette 2e série avec un centième de seconde de mieux que le Kényan Elijah Manangoi, 2e en 3:46.83, au moment où l'Américain Robby Andrews a pris la 3e place en 3:46.97. De son côté, Keddar s'est contenté de la 11e place dans la 3e et dernière série, en 3:40.63. Dans la première série, disputée quelques minutes avant celles de Makhloufi et Keddar, le Kényan Asbel Kiprop s'est imposé sans surprise en 3:38.97, devant l'Australien Rayan Gregorson (2e en 3:39.13) et le Djiboutien Ayanleh Souleiman (3e en 3:39.25). Les demi-finales du 1500m sont programmées le 18 août, alors que



la finale aura lieu le surlendemain, 20 août.

Annoncé pour le 4 septembre à Hangzhou

Le président chinois présidera le Sommet du G20

LE PRÉSIDENT chinois Xi Jinping présidera le Sommet du G20 qui se tiendra les 4 et 5 septembre dans la ville chinoise de Hangzhou a annoncé avant-hier le ministère chinois des Affaires étrangères.

«*M. Xi assistera également à des événements, dont une réunion informelle avec les dirigeants des autres membres des BRICS, et prononcera un discours important lors de la cérémonie d'ouverture du sommet d'affaires du G20* (Business 20, ou B20) *qui se tiendra les 3 et 4 septembre*», a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Lu Kang lors d'une conférence de presse.

Le sommet du G20 de Hangzhou se concentrera sur le thème «Vers une économie mondiale innovatrice, dynamique, interconnectée et inclusive».